

*Loi sur les banques*

**Une voix:** Les conservateurs ou les libéraux?

**M. Jones:** Les deux, ils appellent cela l'égalité des chances. Si le reste du Canada voulait revenir à la raison et se débarrasser de la doctrine socialiste, avec la direction qu'il leur faut, les Maritimes pourraient assez bien s'en tirer.

Nous entendons beaucoup parler de pipe-lines, nous entendons parler de la Voie maritime du Saint-Laurent pour laquelle les Maritimes font leur part. Les villes portuaires des Maritimes en ont beaucoup souffert. Je suis sûr que nous allons également subventionner à long terme le pipe-line et d'autres entreprises du genre au Canada. Ce sont des régimes socialistes ou semi-socialistes, provinciaux et fédéraux, qui se lancent dans de pareilles aventures. Plus que toute autre chose, c'est ce qui nuit aux régions pauvres comme les Maritimes. Le riche s'enrichit, et les Maritimes s'appauvrissent à cause du système socialiste. Nous ne voulons pas d'aumônes. C'est du travail dont nous avons besoin. Nous avons besoin aussi du système de la libre entreprise pour nous donner un coup de pouce. Voilà tout ce dont ont besoin les Maritimes et d'ici peu nous serions une province riche. Mais l'empêchement, c'est le socialisme.

Je suppose que pour certains d'entre vous, les mots «aumône» et «travail» sont nouveaux, mais ils représentent les grandes questions de l'heure. Alors que notre économie chancelle, il faut revenir à la libre entreprise. Il importe de revenir au principe du travail ardu, dans l'entreprise et au gouvernement.

En m'entendant parler d'aides et de «travaides», beaucoup de députés gouvernementaux doivent se demander ce que cela veut dire et s'il s'agit de choses sérieuses. Qu'ils ne s'y trompent pas, il s'agit de choses sérieuses, et je vais le faire voir ce soir.

Comme vous le savez tous, depuis un certain nombre d'années le pays tout entier baigne d'une rive à l'autre dans une sorte de socialisme avancé. Cela il faut le reconnaître. C'est dû en partie aux imperfections de l'ordre économique dont le gouvernement est responsable. Et ce n'est là que la moitié de l'explication. C'est indéniable, nous avons vu le pays se transformer sous nos yeux en État-providence. Une providence capable peut-être de prodiguer à court terme, mais non pas éternellement. Si l'on continue de tout faire marcher aux frais de la princesse, le ministère fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social, peut-être faudrait-il dire de la Bonté nationale et du Bien-être social puisque que c'est lui qui distribue la plupart des aides et des largesses fédérales, va bientôt placer l'État dans un gouffre si profond qu'il ne pourra bientôt plus jamais espérer en sortir.

J'essaie de dire les choses comme elles sont. Certains députés ne le savent peut-être pas. Ils devraient voir ce qu'on dit dans certains manuels à ce sujet. Il n'y a pas à en sortir, pour pouvoir consommer il faut produire. Les prodigalités fédérales et la collection des prestations de bien-être assurées par tous les pouvoirs publics ne sauraient abolir la loi de l'offre et de la demande. Cette situation ne pourra pas durer encore un an. Nous allons rester dans la pagaille d'aujourd'hui si l'on ne fait rien pour remédier immédiatement à ce mal. Ce n'est pas une banque d'État qui va arranger les choses. Je parie ce qu'on voudra que du jour au lendemain cette banque serait en déficit ou en faillite, et cela ne ferait que couler encore plus le système de la libre entreprise.

Il peut sembler absurde à certains députés de se reporter au passé pour tenter de trouver une solution, mais les vérités fondamentales et les grands principes auxquels nous, Canadiens, avons besoin de revenu, nous les retrouvons et il y a bien des années dans la bouche d'un célèbre homme d'État américain, connu de nous tous. Je veux parler d'Abraham Lincoln. J'ai déjà rappelé ces grandes vérités et j'aimerais y revenir une fois de plus ce soir. J'espère que les députés me prêteront leur attention, car elles sont tout à fait à propos dans le débat de ce soir. Voici ce qu'il a dit:

Ce n'est pas en décourageant l'économie qu'on peut amener la prospérité. Ce n'est pas en affaiblissant les forts qu'on peut renforcer les faibles. Ce n'est pas en renversant les patrons qu'on aide les ouvriers. Ce n'est pas en abattant les riches qu'on aide les pauvres. Ce n'est pas en empruntant de l'argent qu'on bâtit la sécurité. Ce n'est pas en dépensant plus qu'on ne gagne qu'on peut espérer éviter les problèmes. Ce n'est pas en privant l'homme d'initiative et de liberté qu'on lui donne du caractère et du courage. Ce n'est pas en faisant à leur place ce qu'ils sont en mesure de faire tous seuls qu'on aide les gens de façon durable.

● (2032)

On a souvent dit que le Canada est le pays le plus surgouverné de la terre. On ajoute du même souffle: Heureusement que nous n'en avons pas pour notre argent, sinon où en serions-nous? Je me rends compte qu'il s'agit là de contradictions, mais elles illustrent notre dilemme fondamental. Si l'on compte les administrations municipales, provinciales et fédérales et qu'on y ajoute les offices de commercialisation et les organismes de réglementation, il est évident que le Canada est surgouverné.

On ne peut vraiment blâmer le gouvernement de tout ce qui manque d'efficacité, car ces programmes sont en partie inventés pour gagner des élections. Le moment est néanmoins venu pour les hommes d'affaires canadiens de mettre le holà à certaines formes de charité. Les gouvernements ne peuvent créer la richesse. Ils peuvent seulement engendrer un climat où celle-ci peut être produite et répartie. Il nous faut trouver des moyens de répartir les pouvoirs entre les gouvernements. Il nous faut aussi trouver le moyen de réduire leur intervention dans l'économie. Nous sommes déjà allés trop loin. Le moment est venu de reconstruire les barricades.

Ma propre circonscription a reçu de l'aide, et elle en recevra encore du MEER et de la Banque fédérale de développement. Au cours des 11 derniers mois, la Banque fédérale de développement a aidé 39 petites entreprises. C'est un besoin qui se fait sentir dans les provinces Maritimes. Cette banque peut y répondre. Elle encourage l'industrie, et le Canada en a besoin. L'entreprise privée a besoin d'un coup de pouce dans les provinces Maritimes. Ce coup de pouce peut faire merveille. Avec un peu de travail, rien n'est impossible.

J'utilise le mot «travail». C'est le travail qui assurera la réussite du Parlement et du pays. Nous ne pouvons plus nous attendre à ce que tout nous vienne gratuitement. Le gouvernement commence à admettre qu'il ne peut continuer à faire la charité. Même la tirelire du gouvernement se vide. En fait, il est à sec. Nous avons besoin de solutions. Non seulement faut-il que les particuliers et l'industrie travaillent, il faut que tous travaillent, y compris les représentants élus à tous les niveaux. Si tous les représentants élus, quelle que soit leurs petites mésententes politiques, travaillaient ensemble, nous pourrions résoudre le problème commun auquel nous faisons face. C'est le travail et l'action qui nous permettront d'accomplir ce qu'il faut faire, non pas les paroles répétées jour après